

Communiqué de presse
Paris, le 1^{er} octobre 2026

Électricité : les besoins de 2035 se construisent aujourd'hui, France renouvelables alerte sur la situation des énergies renouvelables électriques

À l'occasion de la publication de l'édition 2026 de son Observatoire du système électrique renouvelable, France renouvelables alerte sur le décalage croissant entre les besoins électriques à venir et les conditions données aujourd'hui aux filières pour les préparer. Alors que la France devra disposer de 130 à 173 TWh d'électricité décarbonée supplémentaires d'ici 2035 pour accompagner l'électrification de son économie, les entreprises qui devront produire cette électricité et construire les infrastructures nécessaires entrent dans une nouvelle période d'incertitude. Alors que les filières font face à une absence de visibilité sur l'année 2027, et que les plans de restructuration se multiplient, le contexte et le moment politique font craindre à la filière renouvelable électrique une année blanche, synonyme d'un moratoire qui ne dirait pas son nom. Les capacités de 2035 se décident et se construisent dès maintenant, alerte l'association porte-parole des énergies renouvelables électriques en France.

Anticiper aujourd'hui les besoins électriques de demain

L'électrification des transports, de l'industrie, des bâtiments ou encore des nouveaux usages numériques va profondément augmenter les besoins électriques de la France au cours de la prochaine décennie. Selon les données rassemblées dans l'Observatoire, **la production d'électricité décarbonée devra atteindre entre 650 et 690 TWh en 2035, contre environ 520 TWh aujourd'hui.**

Mais cette hausse des besoins intervient au moment où les filières renouvelables font face à une très forte dégradation de leur visibilité : suppression d'emplois, investissements reportés, restructurations, interrogations sur les volumes et calendriers futurs. Pour France renouvelables, le risque est de fragiliser aujourd'hui les compétences et les capacités industrielles dont la France aura précisément besoin demain. Une politique énergétique menée en « stop-and-go » est incompatible avec des investissements qui s'inscrivent sur dix, quinze ou vingt ans.

Les énergies renouvelables électriques représentent aujourd'hui 88 800 emplois et plus de 150 sites industriels en France. Selon les travaux présentés dans l'Observatoire, une trajectoire de développement ambitieuse pourrait permettre de créer **plus de 61 000 emplois supplémentaires d'ici 2035** ; à l'inverse, une trajectoire défavorable pourrait conduire à la destruction de plusieurs dizaines de milliers d'emplois. **Déjà aujourd'hui, la filière estime que plus de 6 000 emplois directs ont été détruits, près de 1 000 de plus en comptant les emplois indirects.**

Anne-Catherine de Tourtier, présidente de France renouvelables, déclare :

« La capacité de déploiement de notre filière est aujourd'hui en risque. On ne peut pas vouloir les capacités électriques de 2035 et fragiliser en 2026 les entreprises et les salariés qui devront les construire. L'offre doit précéder la demande : il vaut mieux travailler l'abondance que devoir gérer la pénurie. Gouverner, c'est prévoir, et c'est bien tout l'enjeu de la politique énergétique du prochain quinquennat. Nous avons besoin dès maintenant de stabilité, de visibilité, de volumes et de calendriers fiables pour investir, recruter et préparer l'électrification du pays. »

Dans cette droite ligne, France renouvelables a sollicité une rencontre avec le Premier ministre afin de lui présenter les difficultés rencontrées par la filière et les conditions nécessaires pour sécuriser les emplois, les savoir-faire, les investissements et préserver ses capacités de développement.

Produire plus ne suffira pas : stockage et flexibilité deviennent indispensables

Préparer les besoins de 2035 implique non seulement de développer les capacités de production, mais aussi de **transformer le fonctionnement du système électrique pour produire, stocker et consommer l'électricité au bon moment**.

La France dispose aujourd'hui d'environ 1,5 GW de batteries, tandis que plus de 13 GW de projets sont en attente. France renouvelables propose de viser 8 à 10 GW de stockage en 2030 et au minimum 15 GW en 2035, à travers la mise en œuvre d'un véritable « **Plan France Stockage** ».

La flexibilité de la consommation (recharge intelligente des véhicules électriques, chauffage pilotable, déplacement de certains usages vers les périodes de forte production) représente parallèlement un levier majeur pour mieux utiliser l'électricité disponible, et proposer aux consommateurs, ménages comme entreprises, des tarifs « super creux », avec l'opportunité de dégager des kWh à très bas prix aux moments de la journée où la production est la meilleure.

L'activation de ces flexibilités permettrait, à horizon 2035* :

- de **faire baisser le prix moyen de marché de près de 4 €/MWh** ;
- de **réduire de 10 % l'écêtement de la production renouvelable**, c'est-à-dire la quantité d'électricité disponible mais qui ne peut être injectée sur le réseau ;
- de **réduire de 20 % les épisodes de prix élevés** (définis comme des prix supérieurs à 130 €/MWh) ;
- et, pour le seul stockage, **1 GW de batteries supplémentaire permettrait environ 90 millions d'euros d'économies annuelles pour le système électrique**.

Ces résultats montrent, pour France renouvelables, que stockage et flexibilité ne constituent plus des sujets périphériques : ils deviennent les outils permettant de transformer les périodes d'abondance électrique en **baisse des coûts pour les consommateurs, amélioration de la compétitivité pour les entreprises, une meilleure robustesse pour le système électrique** et des économies pour les investissements réseaux et la collectivité.

Faire de l'abondance électrique un avantage économique pour la France

L'Observatoire rappelle enfin que la France dispose déjà d'un atout considérable : en 2025, elle a produit 547,5 TWh d'électricité, dont plus de 95 % décarbonée, et enregistré un solde exportateur record de 92,3 TWh, valorisé à 5,4 milliards d'euros.

Dans le même temps, la France reste fortement dépendante du pétrole et du gaz pour satisfaire ses besoins énergétiques. L'enjeu n'est donc pas de produire moins parce que la France exporte aujourd'hui une partie de son électricité, **mais de développer les usages électriques sur le territoire afin de substituer progressivement une énergie produite en France aux combustibles fossiles importés**.

Un déploiement renforcé de l'éolien terrestre et du solaire générerait à lui seul **environ 500 millions d'euros d'économies nettes par an en 2035***, tout en réduisant l'exposition de la France aux importations de gaz et à la volatilité des prix des énergies fossiles.

Pour France renouvelables, la prochaine étape de la politique énergétique française consiste donc à passer d'une logique de gestion des capacités existantes à une logique d'anticipation : construire suffisamment tôt les moyens de production, de stockage, de réseau et de flexibilité afin d'adresser le

plus tôt possible un signal prix qui permettent la transformation des usages, qui permette l'électrification de l'économie.

En matière d'énergie, l'offre doit précéder la demande afin de permettre à la France d'organiser l'abondance, plutôt que de se retrouver contrainte de gérer la pénurie, avec les conséquences économiques que cela entraînerait pour les Français comme pour les entreprises.

Retrouvez l'Observatoire du système électrique renouvelable
sur le site dédié :
data-enr.fr

CHIFFRES REPERES (FIN 2025)

Photovoltaïque : 34 GW installés – 54 900 emplois
Éolien terrestre : 23,9 GW installés – 26 700 emplois
Éolien en mer : 1,9 GW installés – 7 200 emplois

***Source** : étude *Énergies renouvelables : quels impacts pour un déploiement accéléré ?* [Deloitte](#), sept. 2026

A propos de France renouvelables :

France renouvelables est l'association professionnelle qui représente, consolide et promeut, par une approche systémique, le développement des EnR électriques industrielles et des solutions de stockage et de flexibilité associées, permettant l'évolution de notre système électrique vers sa décarbonation, sa soutenabilité et sa compétitivité.

Contact presse :
Hopscotch PR
Clara Roumy – 06 64 16 13 92
francerenouvelables@hopscotch.fr